RAPPORT ANNUEL

CONSEIL
CONSULTATIF DE L'ONTARIO
SUR LA
CONDITION FÉMININE

1 AVRIL 1988 À 31 MARS 1989

Tables des matières

90-04359/

LETTRE DE PRÉSENTATION		2
MANDAT DU CONSEIL		3
ÉTAT FINANCIER		3
MEMBRES DU CONSEIL		4
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE : La partie n'est pas encore gagnée		5
CONSULTATIONS AUPRÈS DU GOUVERNEMENT		
	Rencontre avec le trésorier	6
	Mémoire au Comité ministériel sur les relations interraciales	6
ACTIVITÉS DU CONSEIL	Réunions	7
	Retraite du Conseil	7
	Nouveau logo	8
	Mères seul soutien de famille	8
	Conférence sur la maternité	8
	Révision	8
	Politique	9
	Accord du lac Meech	9
	Logement	9
	Santé	10
	Services en français	10
	Normes d'emploi	10
RÉCOMPENSE DÉCERNÉE À UNE MEMBRE DU CONSEIL		11
CONFÉRENCES ET RÉUNIONS AUXQUELLES LE CONSEIL A ASSISTÉ		11
ALLOCUTIONS		12
PARTICULIERS ET GROUPES AYANT RENCONTRÉ LE CONSEIL		12

Lettre de présentation

ONTARIO ADVISORY COUNCIL ON WOMEN'S ISSUES
CONSEIL CONSULTATIF DE L'ONTARIO SUR LA CONDITION FÉMININE
880 rue Bay Street 5th floor 5ième etage Toronto Ontario M7A 1N3 (416) 965 5824

Octobre 1989

Madame Mavis Wilson
Ministre déléguée à la Condition féminine
777, rue Bay, 17e étage
Toronto (Ontario)
M5G 2E5

Madame,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel du Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine, pour l'exercice commençant le 1er avril 1988 et se terminant le 31 mars 1989.

Le rapport fait état des activités du Conseil pendant cette période. Il est publié chaque année pour informer le gouvernement et le public du travail accompli par le Conseil au nom des femmes ontariennes.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

La présidente,

Sandra Kerr

Mandat du Conseil

Le mandat du Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine se définit comme suit :

Conseiller le gouvernement de l'Ontario, par l'entremise de la ministre ou du ministre délégué(e) à la Condition féminine, sur toute question relative à la réalisation de l'égalité économique, sociale et juridique des femmes et, sans limiter le caractère général de ce qui précède,

a) donner suite aux demandes de renseignements et de conseils de la ministre ou du ministre délégué(e) à la Condition féminine;

b) tenir des assemblées publiques dans le but de stimuler le débat parmi la population et de se tenir au courant des opinions des femmes, et ce, dans toutes les régions de l'Ontario;

c) déterminer les secteurs particuliers nécessitant l'attention du gouvernement et recommander à la ministre ou au ministre délégué(e) à la Condition féminine des modifications aux lois et aux programmes en vigueur.

État financier

du 1er avril 1988 au 31 mars 1989

Salaires	173 600 $
Avantages sociaux	28 700
Transports et communications	65 554
Honoraires	96 400
Recherche	24 500
Consultations et débats publics	29 000
Services	31 796
Fournitures et équipement	57 950
Total	**507 500 $**

Membres du Conseil

Sandra **KERR**, Présidente
Oakville, novembre 1984 - octobre 1989
Ancienne vice-présidente; militante active dans la collectivité; ancienne adjointe spéciale du premier ministre à être délégué à la condition féminine.

Sarah **BAND**
Toronto, août 1988 - août 1990
Nommée pour un second mandat; détaillante; principale vice-présidente de l'Ambulance St-Jean

Marielle **COUSINEAU**
Kapuskasing, novembre 1988 - novembre 1991
Directrice générale de North Cochrane Addiction Services; ancienne employée du Amethyst Women's Addiction Centre.

Bernice **DUBEC**
Thunder Bay, septembre 1986 - juin 1989
Directrice de Wequedong Lodge; travaille comme experte-conseil auprès des femmes autochtones depuis 8 ans.

Mila **EUSTAQUIO**
Mississauga, août 1988 - août 1990
Présidente du Network of Filipino Canadian Women; directrice générale du Conseil multiculturel de Peel.

Anne Rochon **FORD**
Toronto, juin 1986 - novembre 1989
Ancienne conseillère en politiques et programmes - santé des femmes, à l'hôpital Women's College; présidente du comité sur les questions sociales.

Diane **HARKIN**
Winchester, septembre 1986 - juin 1989
Associée dans une entreprise agricole depuis 1970; journaliste et recherchiste; fondatrice de Women for the Survival of Agriculture.

Kathleen **LAHEY**
Kingston, août 1988 - août 1990
Professeure de droit à l'Université Queen's; co-rédactrice du ***Canadian Journal on Women and the Law***; présidente du comité sur la justice.

Madeleine **LEAL**
Ruscom, février 1989 - août 1990
présidente du Comité consultatif sur l'enseignement en langue française au Collège St. Clair; ancienne enseignante dans les écoles élémentaires de langue française en Ontario.

Susan **McDONALD**
Arva, janvier 1986 - janvier 1989
Vice-présidente intérimaire; maîtresse de maison; bénévole active; gère une exploitation agricole et une écurie.

Catherine **McPHERSON**
Toronto, août 1988 - août 1990
Ancienne coordonnatrice provinciale de P.U.S.H. Ontario; chargée de projets spéciaux à l'Advocacy Resource Centre Of The Handicapped.

Lana **MITCHELL**
North Bay, août 1988 - août 1990
Coordonnatrice de LIPI (Low Income People Involvement) à Nipissing; membre du comité directeur du Comité d'examen de l'aide sociale de l'Ontario; présidente du comité sur les questions économiques.

Sherry **MOREAU**
Kenora, août 1988 - août 1990
Répétitrice et conseillère auprès des élèves autochtones au Collège Cambrian; anciennement conseillère dans une clinique juridique communautaire.

Lucya **SPENCER**
Ottawa, août 1988 - août 1990
Directrice des programmes communautaires pour l'Organisation des services aux immigrants d'Ottawa-Carleton; bénévole active au sein de la collectivité.

Lynn **ZIMMER**
Peterborough, août 1988 - août 1990
Directrice générale du YWCA de Peterborough; membre fondatrice de Interval House; engagée dans des organismes de bénévolat.

Naomi **ALBOIM**, membre d'office,
sous-ministre adjointe, Direction générale de la condition féminine de l'Ontario.

PERSONNEL DU CONSEIL :
Bridget Vianna - Chef des services administratifs
Elayne Ceifets - Conseillère en politiques
Lydia Oleksyn - Agente de communications
Rita Kelly - Adjointe administrative
Melody CarvalhoMount - Secrétaire

La partie n'est pas encore gagnée

Sandra Kerr, présidente

Lorsque j'ai été nommée au Conseil, en 1984, les débats sur l'équité salariale étaient toujours au premier rang de l'ordre du jour des réunions du Conseil.

Dans le mémoire sur l'équité salariale que nous avons présenté au gouvernement en 1986, soit deux ans plus tard, le Conseil déclarait que les mesures législatives sur l'équité salariale ne devraient pas comprendre des directives sur la prédominance de l'un ou l'autre sexe parce que des milliers de femmes travaillant dans des domaines d'emploi à prédominance féminine seraient ainsi exclues. Nous voulions que toutes les travailleuses soient protégées par la loi, sans exception ou délai pour les petites entreprises.

En 1987, l'Ontario adoptait la *Loi sur l'équité salariale*, et pour la moyenne des travailleuses, cela semblait être un immense pas en avant dans la lutte incessante des femmes pour l'égalité en milieu de travail. Ceci malgré le fait que la Loi exige des employeurs qu'ils établissent la comparaison des emplois à prédominance féminine avec ceux dont la représentation masculine est de 70 %.

Un rapport récent de la Commission sur l'équité salariale indique que plus de 800 000 travailleuses ontariennes ne sont pas protégées par la loi parce qu'elles occupent des emplois où la comparaison avec les employés de sexe masculin n'est pas possible (les services infirmiers, par exemple), ou parce qu'elles travaillent pour une entreprise ayant moins de dix personnes à son emploi.

Voilà donc un excellent exemple de cas où, en théorie, les femmes ont obtenu une victoire - l'équité salariale - mais où, en pratique, cette victoire ne veut rien dire, ou si peu, puisque 40 % des Ontariennes occupant un emploi sont exclues de l'application de la loi.

Les femmes gagnent encore, en moyenne, 64 % de ce que gagnent les hommes. J'ai récemment lu qu'on prédisait que d'ici l'an 2000 les femmes gagneraient 74 % de ce que gagnent les hommes. À ce rythme là, et malgré l'existence des mesures législatives sur l'équité salariale, nous aurons fait un bout de chemin dans le siècle suivant avant d'atteindre l'objectif de 100 %.

Je m'attarde sur ces faits parce que je crois que bien des femmes ont l'impression que la lutte pour l'égalité a été menée et gagnée, et qu'elles peuvent se reposer sur leurs lauriers. Il est vrai que la colère et les affrontements des années 60 et 70 se sont quelque peu refroidis, mais la lutte continue. Elle doit continuer parce qu'il y a eu bien peu de véritables progrès quant aux questions qui préoccupent l'Ontarienne moyenne - les emplois, les salaires, les promotions, l'avortement, la pauvreté et les services de garde d'enfants.

Qu'avons-nous en réalité? Nous avons l'impression calme et sereine que les femmes de l'Ontario semblent avoir obtenu l'égalité. La majorité de la population appuie l'idée d'égalité des salaires, mais nous ne l'avons pas encore obtenue. Nous appuyons la présence des femmes à des postes politiques importants, mais un coup d'oeil rapide au Conseil des ministres de l'Ontario révèle que les femmes n'y détiennent que six postes sur 30. On parle beaucoup du partage des responsabilités familiales, mais il n'existe aucun mécanisme social qui permettrait de faire de cette idée une réalité.

Certes, nous avons fait quelques progrès et obtenu quelques gains, mais la lutte pour l'égalité ne sera pas terminée tant que les femmes ne seront pas traitées en égales dans leurs milieux de travail. Et pour ce faire, nous devons avoir des stratégies axées sur des objectifs précis.

À cette fin, le Conseil a entrepris un examen de la *Loi sur les normes d'emploi* de l'Ontario. Il s'agit de la prochaine étape en vue de proposer au gouvernement une stratégie concrète pour réaliser l'équité d'emploi. Des normes minimales d'emploi constituent le fondement de l'égalité en matière d'emploi et le cadre préalable à l'équité salariale et aux autres politiques d'emploi.

Avec la nomination de huit nouvelles membres, le renouvellement par le gouvernement de notre mandat et l'inauguration de notre propre logo, le Conseil est prêt à formuler de nouveaux objectifs et à poursuivre la lutte au-delà des milieux de travail.

Consultations auprès du gouvernement

Rencontre avec le trésorier

Pour la cinquième année, le trésorier de l'Ontario, M. Robert Nixon, a invité le Conseil à participer au processus de consultation préparatoire au budget. Par le passé, le Conseil avait demandé que le gouvernement mette plus de fonds à la disposition de certains secteurs d'intervention comme les maisons de transition, les mères seul soutien de famille, les services de garde d'enfants, les programmes d'enseignement postsecondaire et les femmes handicapées, pour n'en nommer que quelques-uns. Ces secteurs ont encore besoin de subventions plus élevées.

Cette année, le Conseil a fait en outre des recommandations sur le salaire minimum, la conformité des contrats aux directives gouvernementales et la violence :

- **Le salaire minimum devrait être augmenté pour atteindre un niveau "qui permette de vivre", calculé en pourcentage fixe du salaire industriel moyen et adapté aux diverses prestations d'aide sociale.**
- **Le gouvernement provincial devrait instaurer un système de vérification de la conformité des contrats pour veiller à ce qu'une certaine proportion des dépenses gouvernementales profitent directement aux groupes défavorisés.**
- **Les maisons d'accueil pour femmes battues devraient recevoir un pourcentage de fonds équivalant au pourcentage perçu en impôts sur les boissons alcoolisées.**

M. Nixon nous ayant invitées à suggérer des idées pour trouver les fonds nécessaires pour financer certains des programmes sociaux de l'Ontario, le Conseil a proposé quelques sources possibles de revenu pour améliorer la situation des femmes. En raison de la période actuelle de restriction budgétaire, ces recommandations ne requièrent pas de nouveaux fonds, ou alors très peu :

- **Utiliser les fonds excédentaires des loteries pour financer les coûts d'immobilisations des maisons de transition, des garderies et des logements de transition pour les femmes qui quittent leur foyer pour échapper à la violence.**
- **Prélever un impôt sur les gains de loterie, et utiliser ces recettes pour financer des cliniques médicales, surtout celles des régions éloignées.**
- **Imposer une taxe de 25 % sur les revues, les films et les vidéos pornographiques, et utiliser ces recettes pour subventionner des services de counseling et des programmes pour les enfants dans les maisons de transition et les centres pour les victimes de viol.**
- **Évaluer les bénéfices fortuits réalisés par les entreprises ontariennes en raison des changements favorables dans le taux d'échange du dollar canadien, et en capter les retombées par des mesures fiscales appropriées.**
- **Commencer un examen approfondi du système de transfert d'impôt fédéral-provincial dans le but d'évaluer directement son effet sur la condition des femmes et des enfants.**

La presse, les groupes de femmes et le public ont réagi à la proposition touchant l'imposition de taxes sur les revues pornographiques, et le trésorier a convoqué une réunion spéciale avec le Conseil pour étudier la faisabilité de cette suggestion.

Mémoire au Comité ministériel de l'Ontario sur les relations interraciales

Le 2 mai dernier, le Conseil a participé à une réunion avec le Comité ministériel sur les relations interraciales pour présenter un aperçu général de la situation relative aux programmes ayant trait aux femmes appartenant à une minorité visible.

Tout en soulignant quelques aspects positifs, le Conseil a exprimé son inquiétude et sa déception face au manque d'initiative du gouvernement sur des questions d'importance pour les immigrantes et les femmes appartenant à une minorité visible. Le Conseil a signalé qu'il présentait depuis dix ans des recommandations sur ces questions.

Les quelques initiatives entreprises par le gouvernement ne touchaient pas les questions fondamentales soulevées par les femmes des minorités visibles quant à leur situation sur le plan du travail.

Le Conseil a notamment déclaré dans son mémoire :

- **Les mesures législatives sur l'équité salariale profiteront très peu, et dans certains cas pas du tout, aux immigrantes et aux femmes appartenant à une minorité visible. Ces femmes ont besoin de politiques et de programmes solides en matière d'équité d'emploi dans les secteurs public et privé.**
- **La *Loi sur les normes d'emploi* doit être modifiée de façon à protéger les ouvrières des industries du vêtement et du tourisme et à obliger les employeurs à verser un salaire pour temps supplémentaire aux employées de maison.**
- **Les besoins, les problèmes et les obstacles que connaissent les immigrantes et les femmes des minorités visibles sont différents de ceux des autres femmes, tout comme ils sont différents de ceux des hommes de leurs propres communautés.**

Le Conseil a une fois de plus offert au gouvernement de l'aider à aller de l'avant. Notant que la Direction générale de la condition féminine préparait son propre mémoire, le Conseil a demandé de rencontrer à nouveau le Comité après l'étude des propositions de la Direction générale.

Le public peut se procurer gratuitement le mémoire soumis par le Conseil au Comité ministériel sur les relations interraciales.

Activités du Conseil

Réunions

Les 21 et 22 avril 1988
Le 27 septembre 1988
Les 16, 17 et 18 novembre 1988
Le 13 janvier 1989
Le 24 février 1989
Le 31 mars 1989

La présidente du Conseil et le ministre délégué à la Condition féminine se rencontrent et le ministre assiste à une réunion du Conseil au moins.

Retraite du Conseil

Au cours de la réunion de novembre, les membres du Conseil ont participé à une séance de deux jours sur la stratégie dans le but d'élaborer un plan de travail. Cette séance fut également l'occasion pour les huit membres nouvellement nommées de rencontrer les autres membres du Conseil et de former équipe avec celles-ci. C'était aussi la première fois cette année que le Conseil avait un effectif complet.

Sous la direction d'une animatrice de l'extérieur, les membres ont redéfini trois objectifs pour le Conseil : réaliser l'égalité économique, sociale et juridique des femmes, et ce, pour toutes les femmes; mener des consultations auprès des femmes de l'Ontario ; servir de voie de communication entre les femmes et le gouvernement.

Le Conseil a formé trois comités sur les grandes questions suivantes : société, économie et justice. Chaque comité a choisi une présidente pour guider les débats et a défini un projet central pour l'année qui vient. Le **comité sur les questions économiques** entreprendra l'examen de la *Loi sur les normes d'emploi*; le **comité sur les questions sociales** prévoit organiser et animer une réunion inaugurale pour les personnes intéressées à créer un institut de recherche sur la santé des femmes en Ontario, et le **comité sur la justice** préparera un document sur la façon dont le système judiciaire traite les femmes autochtones.

Nouveau logo

Notre nouveau logo a été conçu par l'artiste graphique du Conseil, Andrea Johnston. Il évoque le mouvement, les trois cercles représentant les questions juridiques, économiques et sociales. Le logo symbolise également l'interaction entre les femmes de l'Ontario, le gouvernement et le Conseil.

Conférence sur la maternité

Notre conférence de juin, **Être mère dans une société en évolution**, a abordé des questions telles que l'effet du féminisme sur la famille, la perception de la maternité dans notre société, l'infertilité et la valeur économique des maîtresses de maison et du travail domestique.

La conférence s'est ouverte par un débat contradictoire sur une résolution voulant que le féminisme profite aux familles. Sheila Copps, députée de Hamilton-Est, et Marjorie Cohen, vice-présidente du Comité canadien d'action sur le statut de la femme, ont présenté des arguments en faveur de la résolution, tandis que Betty Steele, auteure de ***The Feminist Takeover***, et Gwen Landolt, vice-présidente de R.E.A.L. Women, y ont apporté des objections.

Au cours des deux jours suivants se sont déroulées des tables rondes et des discussions avec l'auditoire. Bernice Martin, sociologue anglaise de grande renommée, a présenté un discours-programme intitulé "Les mères, administratrices de la famille". Doris Anderson, chroniqueuse bien connue au Toronto Star, a prononcé le discours de clôture sur l'avenir de la maternité.

Le public peut se procurer gratuitement le compte rendu des débats de la conférence.

Mères seul soutien de famille

En novembre 1987, le Conseil a publié son mémoire sur les mères seul soutien de famille qui présentait 93 recommandations visant à améliorer le sort des mères seul soutien de famille recevant des prestations d'aide sociale. Le gouvernement a demandé à la Direction générale de la condition féminine de coordonner les mesures à prendre pour faire suite aux recommandations du Conseil. Les mesures proposées nous sont parvenues et le Conseil a mis sur pied un comité spécial pour les étudier.

Bien des mesures ont besoin d'être plus claires et le Conseil a l'intention de demander aux ministères appropriés un rapport plus détaillé. Le sommaire final du Conseil sera disponible au début de l'an prochain.

Le Conseil a été fort heureux, toutefois, de voir que le rapport du Comité d'examen de l'aide sociale, ***Transitions***, reprend un grand nombre des recommandations faites par le Conseil dans son mémoire sur les mères seul soutien de famille. Le Conseil attend avec impatience les prochaines initiatives du gouvernement.

Révision

Conformément au décret adopté en 1984, le Conseil de gestion a procédé l'an dernier à une révision des activités du Conseil. L'une des principales recommandations du Conseil portait sur la nomination d'une présidente à temps plein.

À cause des restrictions budgétaires, cette recommandation n'a pas été acceptée, ni la demande de ressources additionnelles pour la recherche et les communications. Des modifications mineures ont été apportées au mandat du Conseil et huit nouvelles membres ont été nommées, complétant ainsi les effectifs.

La prochaine révision aura lieu en novembre 1990.

Accord du lac Meech

Le Conseil est d'avis que le Comité spécial sur la réforme constitutionnelle, dans son évaluation de l'accord du lac Meech, n'a pas pris en considération les préoccupations des femmes au sujet du droit à l'égalité. L'accord du lac Meech devait être un sujet de prime importance à l'ordre du jour de la rencontre des premiers ministres en février dernier. Le Conseil a donc fait parvenir une lettre au premier ministre, M. David Peterson, lui recommandant avec insistance de présenter à cette conférence le point de vue des femmes et d'autres groupes revendiquant le droit à l'égalité. Cette lettre comprenait une résolution adoptée par le Conseil se lisant comme suit :

Attendu que divers mémoires présentés par un grand nombre de groupes de femmes en Ontario devant le Comité spécial sur la réforme constitutionnelle exprimaient de sérieuses préoccupations sur l'érosion, dans l'accord du lac Meech, du droit à l'égalité garanti par la **Charte canadienne des droits et libertés**;

Attendu que, non seulement les femmes, mais d'autres groupes revendiquant leur droit à l'égalité, comme les minorités visibles, les personnes handicapées, les gais et lesbiennes et les peuples autochtones, ont exprimé leurs préoccupations quant à l'érosion des droits garantis dans la Charte;

Par conséquent, le Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine presse le premier ministre de l'Ontario d'assumer un rôle de leadership lors de la prochaine conférence des premiers ministres en proposant, au nom des groupes revendiquant le droit à l'égalité, l'inclusion, à l'article 2 de l'accord, d'une disposition stipulant que rien dans l'accord ne peut abroger les droits garantis par la **Charte des droits et libertés**, ni y déroger.

Politique

À l'occasion des élections municipales du 15 novembre dernier, le Conseil a publié ***Changer le cours des choses : Guide sur les élections municipales à l'intention des femmes***. Ce guide donne des renseignements généraux sur les municipalités et les conseils scolaires. Il présente des statistiques, des faits intéressants et des questions à poser aux candidats et candidates sur des sujets comme les services de garde d'enfants, l'équité salariale, le logement, l'urbanisme et l'éducation. Dix milles dépliants ont été imprimés et distribués.

Logement

En février, le ministère du Logement invitait le public a étudier le document qu'il publiait et qui présentait sa proposition de politique sur l'obligation de fournir des logements accessibles et à prix abordable en Ontario et à faire connaître son point de vue à ce sujet. Le Conseil a félicité la ministre Chaviva Hosek de cette initiative et lui a fait parvenir une lettre soulignant plusieurs recommandations sur certains aspects de la politique proposée, et mentionnant notamment les faiblesses dans l'application des règlements, les lignes directrices sur les loyers abordables et la nécessité d'instaurer un processus de révision.

- **Nous recommandons avec force qu'un processus de surveillance soit mis en place et que de sévères pénalités soient imposées dans les cas de manquement aux règlements.**
- **Nous recommandons que les lignes directrices soient révisées afin qu'au moins 50 % de toutes les futures unités de logement soient destinées à des ménages ayant un revenu inférieur au 60e percentile.**
- **Nous recommandons que le ministère procède à une révision publique après trois ans.**

D'autres recommandations du Conseil portaient sur la définition d'un loyer abordable, les besoins particuliers des femmes, la nécessité d'une campagne d'éducation du public et le processus d'approbation.

Santé

Avortement

Le 9 mai, le comité sur les questions sociales a rencontré Jessica Hill, directrice du Bureau pour la santé des femmes du ministère de la Santé. M^me^ Hill a informé le comité de la situation actuelle en matière d'avortement en Ontario. Le Conseil a ajouté la résolution suivante à sa position sur l'avortement :

Attendu que, le 28 janvier 1988, la Cour suprême du Canada a déclaré la loi canadienne sur l'avortement inconstitutionnelle, l'avortement ne devrait plus être régi par des mesures législatives.

Produits pharmaceutiques

Le Conseil a soumis un mémoire au Comité ontarien d'enquête sur les produits pharmaceutiques, un comité chargé de mener une enquête sur l'acquisition, la distribution, l'administration et l'acte de prescrire des médicaments. Le Conseil a soumis de nombreux mémoires et recommandations au gouvernement sur diverses questions de santé, dont plusieurs avaient trait aux prescriptions des médecins et à la consommation des médicaments d'ordonnance. Le Conseil a proposé dans ce mémoire vingt et une recommandations dont les trois suivantes :

- **Que l'Association des médecins de l'Ontario presse ses membres de ne prescrire des tanquillisants aux femmes que pour un usage à court terme ou d'urgence.**
- **Que le ministère de la Santé ajoute les vitamines et d'autres suppléments nutritifs essentiels au maintien de la santé au Régime de médicaments gratuits de l'Ontario.**
- **Que le ministère de la Santé entreprenne d'élaborer un guide objectif des médicaments d'ordonnance à l'intention des médecins, des pharmaciens et pharmaciennes et du public.**

Le public peut se procurer gratuitement le mémoire soumis au Comité d'enquête sur les produits pharmaceutiques.

Livre sur la santé

Le petit livre ***Les femmes et la santé*** est l'une de nos publications les plus populaires. Introduction générale aux questions de santé touchant les femmes, il suggère des moyens par lesquels elles peuvent faire connaître leurs préoccupations personnelles et sociales. Le livre a eu un tel succès que nous en sommes à la deuxième impression et que nous devons restreindre la distribution à un exemplaire par commande. Le Conseil continuera de remplir les commandes jusqu'à épuisement des réserves. Le livre est maintenant en vente (5,00 $) à Publications Ontario, 416-326-5300 ou 1-800-668-9938.

Services en français

Au cours des deux derniers exercices, le Conseil a demandé à l'Office des affaires francophones du personnel et des ressources supplémentaires pour être en mesure de se conformer à la loi 8, la *Loi sur les services en français*. Cette année, le Conseil a soumis un budget estimatif des coûts relatifs à la traduction de documents. Bien que le Conseil de gestion du gouvernement n'ait pas accepté la demande de personnel supplémentaire, le budget du prochain exercice comprend un montant de 50 000 $ pour la traduction de documents existants et la formation linguistique.

Normes d'emploi

Le Conseil entreprend une révision exhaustive de la *Loi sur les normes d'emploi*, loi provinciale qui régit les conditions de travail de la population de l'Ontario. Bon nombre de femmes sont exclues de la protection de la Loi : les employées de maison, les femmes qui travaillent à temps partiel ou à contrat, entre autres. Le Conseil a retenu les services d'une avocate-conseil pour rédiger une ébauche de document de travail sur les modifications proposées. Ce document de travail sera distribué aux groupes de femmes en avril et le Conseil tiendra une séance de consultation publique au mois de mai.

Récompense décernée à une membre du Conseil

Anne Rochon Ford a été l'une des cinq femmes à recevoir, le 26 mai dernier, le Toronto Women's Health Award, prix annuel décerné pour la première fois cette année. Anne a été honorée "pour la contribution exemplaire qu'elle a su apporter à la santé et au bien-être de tous, tout en prêtant une attention particulière aux questions de santé qui ont un effet sur les femmes".

Anne travaille depuis longtemps dans le domaine de la santé des femmes. En tant que co-fondatrice du Toronto Women's Health Network et de DES Action/Toronto, elle a consacré d'incalculables heures à tenter de joindre les personnes qui ont été exposées à la drogue DES. À l'échelle nationale, elle a participé activement à la mise sur pied du Canadian Women's Health Network et de la Canadian Coalition on Depo Provera.

Jusqu'à octobre 1988, Anne travaillait comme conseillère en politiques et en programmes à l'hôpital Women's College de Toronto. Ses activités dans le domaine de la santé des femmes avaient une grande portée et touchaient un large éventail de questions.

Ancienne membre du collectif de ***Healthsharing***, revue trimestrielle canadienne sur la santé des femmes, Anne a beaucoup écrit sur les questions s'y rapportant. En plus de rédiger des chapitres pour des ouvrages canadiens et internationaux écrits en collaboration, elle a publié un livre sur l'histoire des femmes à l'Université de Toronto.

Anne préside actuellement le comité sur les questions sociales du Conseil. Elle écrit toujours et travaille à titre d'experte-conseil dans le domaine de la santé des femmes.

Conférences et réunions auxquelles le Conseil a assisté

Assemblée générale annuelle de S.O.S. Femmes du sud-ouest de l'Ontario

Réunion avec l'Association des médecins de l'Ontario

Réseau des femmes du sud de l'Ontario

Symposium national sur les changements des phénomènes de santé et de maladie chez les femmes canadiennes

Conférence sur le sexisme en sciences et en médecine

Symposium sur les femmes et la santé mentale, Toronto

Rencontre annuelle des conseils consultatifs fédéral-provinciaux-territoriaux, Calgary (Alberta); réunion préparatoire, Winnipeg (Manitoba)

Conférence sur les institutions canadiennes et la loi, Toronto

Symposium sur le traitement et la valorisation de la diversité, Toronto

Allocutions

Conférence de l'Association de l'éducation des petits de l'Ontario, Hamilton

Association for Employment Services, Municipalité régionale de Halton, Kingston

Colloque de l'Association of Women of Indian Origin in Canada, section de Brampton-Mississauga, Brampton

SCFP, Conseil de l'éducation du comté de Hastings, Belleville

Colloque de Bosley Real Estate, Oakville

Oakville Parent-Child Centre

Assemblée générale annuelle de Halton Women's Place, Oakville

Housing Forum '88, Toronto Home Builders' Association, Toronto

Forum, North York Inter Agency Council, Willowdale

Conférence "Portes ouvertes", école secondaire Gordon Graydon, Mississauga

Conférence sur les institutions canadiennes et la loi, Toronto

Semaine des femmes, Ryerson Polytechnical Institute

Groupe des femmes de l'Église presbytérienne unie de Halton, Mississauga

Federation of Women Teachers' Association of Ontario, Toronto

Canadian Association for Women in Science, Toronto

Women's Network, Cobourg

Finch Women's Group, Willowdale

Cercles Zonta : sections de Burlington et d'Oakville

Maintes fois, la présidente du Conseil, Sandra Kerr, a participé à ces rencontres à plus d'un titre. Elle a joué le rôle d'animatrice de groupe et de présidente d'assemblée et elle a été invitée à faire connaître son point de vue sur les questions à l'ordre du jour.

Particuliers et groupes ayant rencontré le Conseil

Jessica Hill et Karen Kaufman, Bureau pour la santé des femmes, ministère de la santé

Ministre délégué à la Condition féminine

Direction générale de la condition féminine

Barbara Sullivan, députée, adjointe parlementaire

Monique Bélanger, coordonnatrice des services en français

Ceta Ramkhalawansingh

Dr Aileen Clark, Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer

Women Plan Toronto

ANNUAL REPORT

ONTARIO
ADVISORY COUNCIL
ON
WOMEN'S ISSUES

APRIL 1, 1988 TO MARCH 31, 1989

Table of Contents

LETTER OF TRANSMITTAL		2
COUNCIL'S MANDATE		3
FINANCIAL STATEMENT		3
COUNCIL MEMBERS		4
PRESIDENT'S MESSAGE: It's Not Over Yet		5
CONSULTATIONS WITH THE GOVERNMENT		
	Meeting With the Treasurer of Ontario	6
	Cabinet Committee on Race Relations	6
FOR THE RECORD	Council Meetings	7
	Council Retreat	7
	New Logo	8
	Sole Support Mothers	8
	Motherhood Conference	8
	Sunset Review	8
	Politics	9
	Meech Lake	9
	Housing	9
	Health	10
	Francophone Services	10
	Employment Standards	10
COUNCIL MEMBER WINS AWARD		11
CONFERENCES AND MEETINGS ATTENDED		11
SPEAKING ENGAGEMENTS		12
INDIVIDUALS AND GROUPS WHICH ADDRESSED COUNCIL		12

Letter of Transmittal

ONTARIO ADVISORY COUNCIL ON WOMEN'S ISSUES
CONSEIL CONSULTATIF DE L'ONTARIO SUR LA CONDITION FÉMININE

880 rue Bay Street, 5th floor/5ième etage, Toronto, Ontario, M7A 1N3 (416) 965-5824

October 1989

The Honourable Mavis Wilson
Minister Responsible for Women's Issues
777 Bay St., 17th floor
Toronto, Ontario
M5G 2E5

Dear Ms. Wilson:

It is with great pleasure that I present you with the Annual Report of the Ontario Advisory Council on Women's Issues, for the fiscal year April 1, 1988 to March 31, 1989.

This report reflects the activities undertaken by Council. It is published annually to inform the government and the public about Council's work on behalf of Ontario's women.

Yours sincerely,

Sandra Kerr
President

Council's Mandate

The mandate of the Ontario Advisory Council on Women's Issues is as follows:

To advise the Government of Ontario, through the Minister Responsible for Women's Issues, on matters pertaining to the achievement of economic, social and legal equality for women and without limiting the generality of the foregoing:

(a) to respond to requests for advice and consultation from the Minister Responsible for Women's Issues;

(b) to hold public meetings with the purpose of stimulating public discussion and accessing the opinions of women, particularly in regions throughout Ontario;

(c) to identify specific areas requiring the attention of government and to recommend legislation and program changes to the Minister Responsible for Women's Issues.

Financial Statement

April 1 1988 - March 31, 1989

Salaries	$ 173,600
Employee benefits	28,700
Travel and communications	65,554
Honoraria	96,400
Research	24,500
Consultations/Forums	29,000
Services	31,796
Supplies and Equipment	57,950
Total	**$ 507,500**

Council Members

Sandra **KERR**, President
Oakville, November 1984 - October 1989
Previous vice-president; community activist; former special assistant to first Ontario minister on women's issues.

Sarah **BAND**
Toronto, August 1988 - August 1990
Re-appointed for second term; retailer; senior vice-president, St. John Ambulance.

Marielle **COUSINEAU**
Kapuskasing
November 1989 - November 1991
Executive Director of North Cochrane Addiction Services; former staff of Amethyst Women's Addiction Centre.

Bernice **DUBEC**
Thunder Bay, September 1986 - June 1989
Director, Wequedong Lodge; self-employed native women's consultant for 8 years.

Mila **EUSTAQUIO**
Mississauga, August 1988 - August 1990
President, Network of Filipino Canadian Women; Executive Director, Peel Multicultural Council.

Anne Rochon **FORD**
Toronto, June 1986 - November 1989
Previously Policy and Program Advisor, Women's Health Issues, Women's College Hospital; Chair, Social Issues Committee.

Dianne **HARKIN**
Winchester, September 1986 - June 1989
Farm business partner since 1970; journalist and researcher; founder of Women for the Survival of Agriculture.

Kathleen **LAHEY**
Kingston, August 1988 - August 1990
Law professor, Queen's University; Co-Editor, ***Canadian Journal on Women and the Law***; Chair, Justice Committee.

Madeleine **LEAL**
Ruscom, January 1989 - August 1990
Chair, French Language Advisory Committee, St. Clair College; former teacher in Ontario's French elementary schools.

Catherine **McPHERSON**
Toronto, August 1988 - August 1990
Past Provincial Co-ordinator, P.U.S.H Ontario; Special Projects Officer, Advocacy Resource Centre Of The Handicapped.

Susan **McDONALD**
Arva, January 1986 - January 1989
Interim vice-president; homemaker; active volunteer; runs a farm and boarding stable.

Lana **MITCHELL**
North Bay, August 1988 - August 1990
Co-ordinator, LIPI (Low Income People Involvement); steering committee member, Ontario Social Assistance Review Committee; Chair, Economic Issues Committee

Sherry **MOREAU**
Kenora, August 1988 - August 1990
Tutor and advisor to native students, Cambrian College; previously paralegal in local legal clinic.

Lucya **SPENCER**
Ottawa, August 1988 - August 1990
Director, Community Programs, Ottawa-Carleton Immigrant Services Organization; active community volunteer.

Lynn **ZIMMER**
Peterborough, August 1988 - August 1990
Executive Director, Peterborough YWCA; a founder of Interval House; involved in volunteer organizations.

Naomi **ALBOIM**, Ex-officio
Assistant Deputy Minister, Ontario Women's Directorate

COUNCIL STAFF:
Bridget Vianna - Executive Officer
Elayne Ceifets - Policy Advisor
Lydia Oleksyn - Communications Officer
Rita Kelly - Administrative Assistant
Melody CarvalhoMount - Secretary

It's Not Over Yet

Sandra Kerr, President

When I was appointed to the Council in 1984, discussions about pay equity always topped Council's meeting agendas.

Two years later, in our 1986 pay equity brief to the government, Council stated that gender predominance guidelines must not be a feature of any pay equity legislation because thousands of women working in female-dominated jobs would be excluded. We wanted all working women to be covered by the legislation with no exclusions or delays for small employers.

In 1987, Ontario received pay equity legislation and to the average working woman, it looked like a major breakthrough in women's ongoing struggle for workplace equality. This despite the fact that the law requires employers to compare female-dominated jobs with those where 70% are male workers.

A recent Pay Equity Commission report states that over 800,000 Ontario working women are not covered by the legislation because they're in jobs where no male comparisons exist (nursing for example,) or they're employed by a company with less than 10 employees. This is a prime example of how in theory, it looks like women have won something - pay equity - but in practice, it's little or nothing, since 40% of Ontario working women are excluded from the legislation.

Women still earn, on an average, 64% of what men earn. A prediction I came across stated, that by the year 2000, women will be earning 74% of what men earn. At this rate, and pay equity legislation notwithstanding, we'll be well into the next century before that figure finally becomes 100%!

I'm pointing out these things, because I believe that many women consider the battle for women's equality has been fought and won, and nothing more needs to be done. It's true that the confrontational anger of the 60s and 70s has cooled somewhat, but the struggle still continues. It continues because there has been little true progress on issues that concern ordinary Ontario women - jobs, wages, promotions, abortion, poverty, and childcare.

So, what do we have? We have a fuzzy, warm feeling that women in Ontario seem to have achieved equality. There's majority support for the notion of equal pay, but we don't have it yet. We support the idea of women in high political office, but a quick look at Ontario's cabinet reveals women hold six positions out of 30. The idea of shared family responsibilities is discussed, but there are no mechanisms in society to make this happen.

Yes, we have made some strides and gains, but the struggle for equality will not be over until women win it in the workplace. And to do that, we need goal-oriented strategies.

To that end, Council has undertaken a review of Ontario's Employment Standards Act as our next step in providing the government with a concrete strategy for achieving employment equity. Basic labour standards provide the foundation for equality in employment and are a pre-requisite to pay equity and other employment policies.

With the appointment of eight new Council members, a renewed mandate from the government and the exciting addition of our own logo, Council is ready to formulate new goals and continue the struggle in and beyond the workplace.

Consultations with the Government

Meeting with the Treasurer

For the fifth year, Treasurer Robert Nixon invited Council to participate in the budget consultation process. In the past, Council had requested more funding be made available for transition houses, sole support mothers, childcare, post-secondary education and disabled women, to name only a few. These sectors still require more dollars.

This year, Council included recommendations on minimum wage, contract compliance and violence:

- **The minimum wage should be increased to a "liveable wage" as a fixed percentage of average industrial wages and harmonized with social assistance benefits.**
- **The Province should institute a contract compliance system to ensure that a proportion of government spending directly benefits disadvantaged groups.**
- **Shelters for battered women should receive a percentage of funds equivalent to the percent collected as taxes on alcohol products.**

In response to Mr. Nixon's request for ideas on how to find money to finance some of Ontario's social commitments, Council proposed a number of potential revenue sources to improve the status of women. Recognizing the current period of fiscal restraint, these recommendations required little or no infusion of new dollars:

- **Using excess lottery funds towards capital costs of transition houses, childcare centres and second-stage housing for women leaving violent situations**
- **Taxing lottery winnings, and using the revenue generated to fund health clinics, particularly in remote and rural areas.**
- **Placing a 25% tax on pornographic magazines, films and videos, using the revenue for counselling and childcare programs in transition houses and rape crisis centres.**
- **Assessing windfall profits made by Ontario companies through favourable changes in the exchange rate of the Canadian dollar, and re-capturing through an appropriate tax initiative.**
- **Beginning a serious review of the provincial-federal tax transfer system with a view to directly assessing the impact on women and children.**

The press, women's groups and the public reacted to the pornographic magazine tax, and the Treasurer convened a special meeting with Council to explore the feasibility of this suggestion.

Ontario Cabinet Committee on Race Relations

On May 2, Council met with the Cabinet Race Relations Committee to present an overview on the status of program initiatives in relation to visible minority women.

While noting some positive steps, Council expressed general concern and disappointment by the government's limited action on issues concerning immigrant and visible minority women. Council cited its ten year record of recommendations on these issues.

The few initiatives undertaken by the government did not address the fundamental issues which visible minority women have raised about their employment status.

(continued)

Specifically, Council stated:

- **Immigrant and visible minority women will have limited benefit, if any, from the pay equity legislation. These women need strong employment equity policies and programs within the public and private sector.**
- **Changes are needed in the Employment Standards Act to protect garment and tourist industry workers and to pay overtime to domestic workers.**
- **The needs, issues and obstacles facing immigrant and visible minority women are different from those of other women as well as those of men from their own groups.**

Council, once again, extended its offer to assist the government in moving forward. Council noted that the Ontario Women's Directorate was preparing its own submission and asked for another meeting with the Cabinet following consideration of the Directorate's proposals.

Council's submission to the Ontario Cabinet Committee on Race Relations is available to the public, at no charge.

For the Record

Council Meetings

April 21 and 22, 1988
September 27, 1988
November 16, 17 and 18
January 13, 1989
February 24, 1989
March 31, 1989

The Council president and the Minister Responsible for Women's Issues meet and the Minister attends at least one Council meeting.

Council Retreat

During the November meeting, Council members participated in a two-day strategy session to devise a work plan. This was also an opportunity for the 8 recently appointed members to meet the other Council members and work together as a team. It was also the first time this year that Council had its full complement of members.

Led by an outside facilitator, members redefined three goals for Council: to achieve economic, social and legal equality for all women; to consult with the women of Ontario; to act as a conduit between women and the government.

Council formed three issue-oriented committees: social, economic and justice. Chairs were selected to lead discussion as each committee defined a principal project for the coming year. The Economics Committee will undertake a review of the Employment Standards Act; the Social Issues Committee plans to facilitate an inaugural meeting for those interested in establishing a Women's Health Research Institute in Ontario and the Justice Committee will prepare a paper on the treatment of native women by the justice system.

New Logo

Our new logo was designed by Council's graphic artist, Andrea Johnston. The design illustrates movement, with the three circles embracing justice, economic and social issues. The logo also symbolizes the interaction between the women of Ontario, the government and Council.

Motherhood Conference

Our June conference, **Motherhood in a Changing Society,** looked at issues such as the effect of feminism on families, society's view of motherhood, infertility and the economic value of homemakers and housework.

The conference opened with a debate of the resolution that families benefit from feminism. Sheila Copps, MP from Hamilton East and Marjorie Cohen, Vice-President of the National Action Committee on the Status of Women, argued for the affirmative. Betty Steele, author of the ***Feminist Takeover*** and Gwen Landolt, vice-president of R.E.A.L. Women took the opposing view.

Throughout the next two days, there were panel presentations and discussions with the audience. Bernice Martin, a leading sociologist from England, presented a keynote address on Mothers as Family Managers. Noted Toronto Star columnist, Doris Anderson, gave a closing address on the Future of Motherhood.

Conference proceedings are available to the public at no charge.

Sole Support Mothers

In November 1987, Council issued a Brief on Sole Support Mothers which presented 93 recommendations aimed at improving the lives of sole support mothers on social assistance. The Ontario Women's Directorate was asked by the government to co-ordinate its response to Council's recommendations. These responses were forwarded and Council struck an ad hoc committee to review them.

Many responses require further clarification and Council plans to pursue the appropriate Ministry for a more complete report. Council's final summary will be available early next year.

Council was gratified, however, to see that the report issued by the Social Assistance Review Committee, ***Transitions***, reflected many of the recommendations proposed by Council in the Sole Support Mothers Brief. Council awaits the government's next step.

Sunset Review

In accordance with the 1984 Order-In-Council, Management Board conducted a sunset review for the Council last year. One of Council's key recommendations for change included the appointment of a full-time president.

Budget restrictions prevented such an appointment and the request of additional resources for research and communications was not granted. Minor changes were made to Council's mandate and eight new members were appointed to Council, bringing it to full membership.

The next Sunset Review will occur in November 1990.

Meech Lake

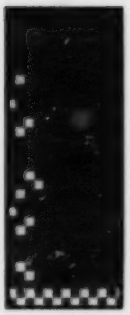
Council's view is that the response of the Ontario Select Committee on Constitutional Reform regarding Meech Lake ignored women's concerns about equality rights. At the First Ministers meeting last February, the subject of Meech Lake was to be a primary agenda topic. Council forwarded a letter to Premier Peterson urging him to represent the views of women and other equality seeking groups at the Conference. The letter included the following Council resolution:

Whereas, various submissions by many women's groups in Ontario to the Ontario Select Committee on Constitutional Reform have expressed grave concerns about the dilution by the Meech Lake Accord, of the Equality Rights as entrenched in the **Canadian Charter of Rights and Freedoms**;

Whereas, not only women, but other equality seeking groups such as visible minority, disabled, lesbian, gay and aboriginal peoples have expressed concern about the dilution of the Charter guarantees;

Therefore, the Ontario Advisory Council on Women's Issues urges the Premier of Ontario to take a strong leadership role at the First Minister's Conference by proposing, on behalf of equality seeking groups, the inclusion, in Section 2 of the Accord, of a clause stipulating that nothing in the Accord would abrogate or derogate from the rights guaranteed by the **Charter of Rights and Freedoms.**

Politics



For the November 15 municipal elections, Council prepared ***Influencing Decisions: A Woman's Guide to the Municipal Election.*** The guide provided basic information about municipalities and school boards. It presented statistics, interesting data and questions to ask candidates on issues such as childcare, the wage gap, housing, community planning, and education. Ten thousand were printed and distributed.

Housing

In February, the Ministry of Housing issued, for public review and comment, a proposed policy calling for the provision of affordable and accessible housing in Ontario. Council congratulated Ms. Hosek on this positive step and forwarded a letter outlining several recommendations on various aspects of the proposed policy, citing in particular the lack of enforcement, the affordability guideline and the need for a review process:

- **We strongly recommend that a monitoring process be established and stringent penalties be instituted for non-compliance.**
- **We recommend that the guideline be revised so that at least 50% of all future housing units be targetted to households with incomes below the 60th percentile.**
- **We recommend that the Ministry conduct a public review at the end of three years.**

Other Council recommendations focused on the definition of affordability, the special needs of women, the need for a public education campaign, and the approval process.

Health

Abortion

On May 9, the Social Issues Committee met with Jessica Hill, director of the Women's Health Bureau in the Ministry of Health. Ms. Hill brought the committee up to date on the status of abortion in Ontario. Council added the following resolution to its abortion policy:

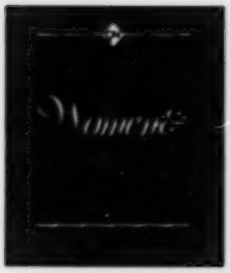
Whereas on January 28, 1988, the Supreme Court declared Canada's abortion law unconstitutional, abortion should no longer be governed by legislation.

Pharmaceuticals

Council submitted a brief to the Pharmaceutical Inquiry of Ontario, a panel mandated to conduct an investigation into the acquisition, distribution, dispensing and prescribing of pharmaceutical medications. Council has submitted numerous briefs and recommendations to the government on health care issues, many of them relating to the prescription and use of drugs. In this submission, twenty-one recommendations were presented. Three of them included:

- **The Ontario Medical Association urge physicians to limit tranquilizer prescriptions for women to short term and emergency use.**
- **The Ministry of Health include vitamins and other food supplements essential to health maintenance under the Ontario Drug Benefit Plan.**
- **The Ministry of Health take responsibility for the development of an objective guide to prescription drugs for use by prescriber, pharmacists and the public.**

The ***Brief to the Pharmaceutical Inquiry of Ontario*** is available to the public at no charge.



Health Booklet

Council's Women and Health book has been one of our most successful publications. Written as a general introduction to women's health, it suggests ways women can voice their personal and social concerns. Demand resulted in two printings and in supply being restricted to one book per request. Council will continue to fufill single requests as long as supplies last. The book is now available for sale ($5.00) at Publications Ontario, (416-326-5300 or 1-800-668-9938).

Francophone Services

For the last two fiscal years, Council made submissions to the Office of Francophone Affairs for additional resources and staff to comply with Bill 8, French Languages Services Act. This year, Council presented cost submissions regarding translation of documents. Although Management Board did not approve the request for extra staff, $50,000 has been allocated in next fiscal year's budget for the translation of existing Council documents and for language training.

Employment Standards

Council is undertaking an extensive review of the Employment Standards Act, a provincial law which governs the working conditions of people in Ontario. Many women are excluded from its protection: domestic, part-time and contract workers, for example. Legal counsel has been retained to prepare a draft document on proposed changes to the Act. This document will be circulated to women's groups in April and a public forum will be held in May.

Council Member Wins Award

Anne Rochon Ford was one of five women to be awarded the first annual Toronto Women's Health Award on May 26. Anne was honoured "for having contributed in an exemplary way to the health and well being of all people but with a particular focus on health issues which influence women."

Anne has had a long history of active involvement in women's health issues. As co-founder of the Toronto Women's Health Network and DES Action/Toronto, she has dedicated countless hours to reaching those individuals exposed to the drug DES. Nationally, Anne has been active in the development of the Canadian Women's Health Network and the Canadian Coalition on Depo Provera.

Until October 1988, Anne was the Policy and Program Advisor on women's health issues at Women's College Hospital in Toronto. Her activities concerning the health of women were far-reaching and covered a wide range of issues.

As a former member of the collective, ***Healthsharing***, a Canadian women's health quarterly, Anne wrote extensively on women's health. Besides contributing chapters to Canadian and international publications, she's written a book on the history of women at the University of Toronto.

Currently, Anne chairs Council's Social Issues Committee. She continues to write and works as a consultant in the women's health field.

Conferences and Meetings Attended

S.O.S. Femmes southwestern Ontario annual meeting

Meeting with Ontario Medical Association

Reseau des femmes du sud de l'Ontario

National Symposium on Changing Patterns of Health and Disease in Canadian Women, Ottawa

Gender Science and Medicine conference, Toronto

Women and Mental Health Symposium, Toronto

Joint Federal/Provincial/Territorial Advisory Councils annual meeting; Calgary, Alberta and planning meeting; Winnipeg, Manitoba

Canadian Institute and Law conference, Toronto

Managing and Valuing Diversity symposium, Toronto

Speaking Engagements

Association for Early Childhood Education conference, Hamilton

Association for Employment Services, Regional Municipality of Halton, Kingston

Association of Women of Indian Origin in Canada seminar, Brampton/Mississauga chapter, Brampton

CUPE, Hastings County Board of Education, Belleville

Bosley Real Estate seminar, Oakville

Oakville Parent Child Centre

Halton Women's Place General Meeting, Oakville

Housing Forum, '88, Toronto Home Builders' Association, Toronto

Forum, North York Inter Agency Council, Willowdale

Open Doors conference, Gordon Graydon Secondary School, Mississauga

Canadian Institute and Law conference, Toronto

Women's Week, Ryerson Polytechnical Institute

Halton Presbyterial United Church Women, Mississauga

Federation of Women Teachers' Associations of Ontario, Toronto

Canadian Association for Women in Science, Toronto

Women's Network, Cobourg

Finch Women's Group, Willowdale

Zonta clubs: Burlington and Oakville chapters

On numerous occasions, Council President Sandra Kerr participated in several functions as facilitator, chairperson and commentator.

Individuals and Groups which Addressed Council

Jessica Hill, Karen Kaufman: Women's Health Bureau, Ministry of Health

Minister Responsible for Women's Issues

Ontario Women's Directorate

Barbara Sullivan, MPP, Parliamentary Assistant

Monique Belanger, French Languages Services Co-ordinator

Ceta Ramkhalawansingh

Dr. Aileen Clark, Ontario Cancer and Treatment Research Foundation

Women Plan Toronto